Pourquoi intensifier la coopération scientifique avec les pays du Sud et de l'Est?

Document de réflexion de la KFPE – Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en développement

Janvier 2010

sc | nat

Science and Policy
Platform of the Swiss Academy of Sciences

KFPE – Commission for Research Partnerships with Developing Countries

SCNAT – www.scnat.ch

L'Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT) soutient les sciences naturelles et les met en réseau à l'échelon régional, national et international. Sa large implantation dans le milieu scientifique en fait un partenaire représentatif et important de la politique scientifique sur la scène nationale. A cet effet, elle s'appuie sur un réseau de plus de 35'000 scientifiques de toutes les disciplines, qui travaille dans un cadre disciplinaire et interdisciplinaire. L'avenir des sciences naturelles, tant au niveau de la recherche que de leur dimension culturelle, figure au premier plan des préoccupations de la SCNAT et constitue la base du dialogue entre la science et la société.

KFPE – www.kfpe.ch

La KFPE s'emploie à promouvoir le partenariat scientifique avec les pays en développement et en transition. Elle veut ainsi apporter sa contribution à un développement durable et efficace et à la solution de problèmes globaux. La KFPE prend part à la politique suisse de la science. Elle s'engage en faveur des chercheurs et de leurs institutions tant au plan national qu'international. Elle encourage une recherche innovante qui apporte des solutions et développe des concepts pour des stratégies de recherche, tout en veillant à ce que les principes du partenariat soient respectés, la qualité de la recherche soit assurée et les intérêts des partenaires en jeu soient garantis. La KFPE est une commission de l'Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT).

Depuis 15 ans, la KFPE s'investit en faveur des partenariats scientifiques avec les pays du Sud. Pourquoi le fait-elle et pourquoi précisément avec les pays du Sud, où les capacités de recherche sont peu développées? Quelles sont les raisons d'investir l'argent du contribuable dans des partenariats scientifiques; quelle est la plus-value potentielle pour la politique extérieure et l'économie de notre pays en général et pour la place scientifique suisse en particulier?

Ce document propose des arguments et réponses à ces questions. Il est fondé sur les trois thèses suivantes.

- L'excellence d'une place scientifique se mesure à deux facteurs principaux: la qualité de sa recherche et sa capacité à valoriser les connaissances scientifiques dans l'intérêt de la société et de l'économie. La Suisse doit répondre à ses deux défis pour garantir à l'avenir sa position de pointe dans la recherche.

- La recherche en partenariat est un facteur clé du développement et de la réduction de la pauvreté. Les investissements dans la recherche avec les pays du Sud et de l'Est sont toutefois encore trop faibles pour lui permettre d'assumer sur place sa fonction de moteur du développement.

- Les partenariats scientifiques avec les pays non industrialisés n'offrent pas seulement la possibilité de se montrer solidaires de ces pays. Ils favorisent la détection précoce des problèmes globaux, assurent une présence sur les nouveaux marchés du savoir et contribuent à l'excellence de la place scientifique suisse.

1. Mondialisation et orientation politique: les nouveaux défis de la recherche suisse

La vision traditionnelle d'une recherche visant avant tout le progrès technique est en train de changer. La politique mondiale prend une place toujours plus importante parmi les demandeurs de prestations scientifiques. Bien que très performante, la place scientifique suisse présente des lacunes à cet égard. La politique scientifique suisse veut changer cela.

La recherche comme moteur de l'économie et comme instrument politique

Depuis que des économistes sont parvenus à chiffrer le lien entre les investissements pour la recherche et la croissance économique, nombre de pays de l'OCDE ont substantiellement accru leurs dépenses pour la recherche. Il y a désormais une autre raison de renforcer les places scientifiques nationales. Depuis les années 1990, la demande des milieux politiques en contributions scientifiques fondées a considérablement augmenté. La compréhension du rôle de la science et de la recherche est en train de changer. Pour reprendre les mots de l'ancien ministre britannique des affaires étrangères, Jack Straw, «Les défis mondiaux actuels nous obligent à recourir à la science comme instrument de la diplomatie et à promouvoir le consensus scientifique».

Les défis mondiaux urgents

Par défis mondiaux, il faut entendre par là les menaces dues à des maladies se propageant sur l'ensemble de la planète, la sécurité alimentaire mondiale ou les changements climatiques et leurs conséquences pour l'homme et l'environnement. Les biens communs globaux, tels que la sécurité, la paix, la diversité biologique ou l'accès au savoir doivent être garantis pour chacun et protégés. La lutte contre la pauvreté est devenue, elle aussi, une tâche globale. Ceci tient à des considérations humanitaires, mais aussi à la prise de conscience que la pauvreté engendre des coûts globaux, occasionnés par les migrations ou la mise en danger de biens globaux tels que la sécurité ou les ressources naturelles.

Les partenariats transnationaux gagnent en importance

La science et la recherche se «mondialisent» en parallèle à la politique et à l'économie. Ceci ne signifie pas que des places scientifiques mondiales prendront un jour le relai des nationales. Mais la compétition entre ces dernières s'intensifiera et les partenariats scientifiques transnationaux gagneront en importance. Ce type de coopérations crée des synergies pour tous les participants et offre de plus un moyen adéquat de résoudre des problèmes globaux, en particulier entre pays qui sont à l'origine de problèmes et d'autres pays au sein desquels ces problèmes se manifestent.

Ce que la place suisse a atteint jusqu'ici ...

La place suisse de recherche et de formation était et reste encore très performante; ceci vaut aussi pour le domaine des partenariats scientifiques Nord-Sud. Les contributions scientifiques de plusieurs institutions suisses de recherche ont obtenu une reconnaissance au-delà des frontières nationales. Le Pôle de recherche national Nord-Sud, à la création duquel la KFPE a participé, est cité comme exemple d'excellence et d'efficacité. Mais des voix se font entendre, dont celle de la Fondation Gebert (voir encadré ci-dessous), qui exhortent la place scientifique suisse à faire davantage pour mettre en œuvre les connaissances scientifiques dans l'intérêt de la société et de l'économie.

.. et ce que la politique suisse veut faire à l'avenir

Ces dernières années, la Suisse a fortement développé sa coopération scientifique avec des pays de l'Union européenne. L'actuel message sur la recherche (FRI 08-11) met pour la première fois des moyens à disposition des partenariats scientifiques avec des pays hors de l'OCDE. Les relations extérieures de la Suisse doivent être étendues à des pays qui disposent «d'un important potentiel scientifique et technologique». Le message mentionne notamment la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud, mais aussi la Côte d'Ivoire et la Tanzanie, où des cen-

tres de recherche ont été établis il y a plus de cinquante ans avec le soutien de la Suisse. L'encouragement de ces partenariats en dehors de l'OCDE est justifié avant tout par l'accès aux marchés émergents du savoir. Les potentiels de cet axe de la recherche pour résoudre les problèmes globaux ne sont pas encore explicitement mentionnés dans le message en cours. La KFPE s'investira pour que cela change à l'avenir.

Pourquoi la protection des biens communs globaux concerne aussi la Suisse
«Ce qui appartient à tous et que personne ne possède a en général un statut difficile: ainsi la santé, la paix et un environnement intact sont souhaités à titre individuel, mais ne disposent guère de lobbies au plan international, des biens publics qui satisfont des besoins par-delà les frontières et influencent dès lors les possibilités de développement des êtres humains dans le monde entier. [...] Des biens communs globaux sont aussi produits en coopération internationale, et cette production répond au-jourd'hui d'abord aux intérêts nationaux des pays du Nord; tous les pays profitent potentiellement de la disponibilité d'un bien commun global.»

Source: Gerster et Eggenberger in Politorbis 39, 2005 (revue de politique extérieure)

Place scientifique suisse: performante, mais avec des lacunes évidentes
«La place suisse de formation, recherche et innovation est confrontée à de grands défis. Un changement de paradigme est en cours dans le monde entier qui va mener à la mondialisation de la société du savoir et de l'économie. [...] La place suisse de la formation, recherche et innovation est aujourd'hui déjà très performante. Elle a bénéficié d'importants investissements au cours des décennies passées. Son niveau de qualité est élevé, il faut s'en réjouir. La Suisse se situe notamment tout en haut du palmarès mondial des lauréats du Nobel et des publications scientifiques. Toutefois, elle vient loin derrière dans le domaine de l'application des connaissances scientifiques dans l'intérêt de la société et de l'économie. Les USA sont leaders à cet égard. Et le Brésil – un pays émergent – présente le taux de croissance le plus élevé. Ceci ne doit pas laisser la politique scientifique suisse indifférente: la place scientifique suisse est poussée à agir.»

Source: Fondation Gebert Rüf, 2006, Wissenschaft & Öffentlichkeit, Zwischenbericht Handlungsfeld (Science & public, rapport intermédiaire Champ d'action)

Message sur la recherche 08/11: des partenariats aussi avec des pays non européens
«La formation, la recherche et l'innovation sont, avec l'économie, les domaines dans lesquels la mondialisation est la plus avancée. Le savoir innovant naît le plus souvent d'une conjugaison de concurrence et de coopération entre les meilleurs chercheurs du monde au sein de réseaux internationaux. Bien que performante dans le domaine FRI, la Suisse en tant que petit pays doit développer de manière ciblée ses relations internationales dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation. La politique scientifique extérieure de la Suisse est traditionnellement axée sur l'Europe et le restera. Il est cependant primordial que la Suisse développe également ses relations scientifiques, de recherche et d'innovation avec des pays prioritaires hors de l'UE, eux aussi intéressés à développer leurs relations bilatérales avec notre pays.»

Source: SER, Formation, recherche et innovation 2008–2011, Principes directeurs, objectifs et moyens préconisés par le Conseil fédéral, 2007

2. Coopération scientifique au service du développement sur place et coopération suisse au développement

Le savoir est la clé de la croissance et du développement, pour les pays du Sud et de l'Est aussi. Raison pour laquelle la coopération suisse au développement encourage de façon ciblée les partenariats scientifiques entre la Suisse et ses pays partenaires.

La recherche est nécessaire au développement et à la réduction de la pauvreté

La «Déclaration du Millénaire», approuvée en l'an 2000 par la communauté internationale, fixe huit objectifs ambitieux (ODM). Entre autres, la proportion de la population mondiale vivant dans une extrême pauvreté doit être diminuée de moitié d'ici 2015. La pauvreté doit être réduite dans le respect des principes du développement durable formulés en 1992 lors du sommet de Rio. L'une des exigences essentielles de ce sommet était de renforcer massivement la capacité scientifique des pays du Sud. La Déclaration du Millénaire souligne également le rôle porteur d'institutions scientifiques locales pour parvenir à réaliser ses objectifs.

Le lien entre savoir et croissance est incontesté. Reste à se demander pourquoi des institutions de recherche locales devraient être créées hors de l'espace OCDE? Pourquoi ne suffit-il pas de transférer du savoir (et des technologies) du Nord dans le Sud? En d'autres termes, quelles sont les raisons de compléter le transfert de savoir du Nord vers le Sud par une production de savoir sur place? Et pourquoi la coproduction de savoir par des partenariats scientifiques transnationaux est-elle prometteuse?

Il y a de nombreuses raisons de promouvoir des structures de recherche

Il est possible de répondre à ces questions sous différents angles. Premièrement: le transfert de savoir (et de technologies) n'est effectif que si ce savoir est appliqué sur place et pris en compte dans des politiques et des stratégies. Si le savoir importé n'est pas associé au savoir local, il n'est souvent pas utilisé. Les partenariats scientifiques constituent un moyen judicieux d'y parer. Deuxièmement: le savoir des scientifiques spécialisés ne circule que s'il existe des institutions scientifiques compétentes en la matière. Un problème qui en dépend est la fuite du capital humain observée dans nombre de pays du Sud. Et troisièmement: l'existence de capacités nationales de recherche et d'analyse est une condition primordiale pour formuler de meilleures politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté.

La coopération suisse au développement profite aussi des partenariats scientifiques

La Suisse encourage des institutions de recherche aussi dans son propre intérêt. Dans le cadre de la «Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide», entérinée en 2005 et également signée par la Suisse, les États parties s'engagent à donner plus de poids à leur soutien par le canal d'institutions nationales. Mais le pays destinataire doit aussi prendre davantage ses responsabilités; cette politique encourage en même temps le renforcement d'institutions nationales publiques et privées. La création de «sites de production du savoir» contribue donc aussi à améliorer l'efficacité de la coopération suisse au développement, une préoccupation majeure en matière de politique extérieure.

Win-win par la coproduction de savoir

Le sens et le but des partenariats scientifiques avec des pays partenaires du Sud ont continuellement évolué. Conçus autrefois avant tout dans le but de transférer du savoir du Nord vers le Sud, les partenariats d'aujourd'hui misent sur la «coproduction de savoir». Les deux partis peuvent et devraient sauvegarder leurs intérêts légitimes. Les partenariats scientifiques de longue date dans les pays du Sud n'ont pas seulement contribué au renom de la place scientifique suisse, mais aussi à l'amélioration de la qualité de sa recherche. La recherche sur les syndromes, les approches transdisciplinaires ou la recherche sur le développement durable en sont des exemples privilégiés. Les partenariats scientifiques avec le Sud sont aussi un atout compétitif pour la place scientifique suisse: ils permettent d'ouvrir de

nouveaux espaces de recherche et de promouvoir la détection précoce de développements globaux.

La production du savoir, facteur clé du développement .. et d'une aide au développement efficace

«Le savoir est un facteur clé du développement. Dans le monde industrialisé comme dans les pays du Sud et de l'Est, il est une condition indispensable pour résoudre les problèmes de développement, qu'ils concernent la santé, l'éducation, l'utilisation durable des ressources naturelles ou la sécurité alimentaire. Acquérir le savoir nécessaire pour appréhender les questions de développement à venir et élaborer des solutions viables constituent l'objectif premier de la recherche dans le domaine «développement et coopération». Les résultats des travaux ne sont véritablement utiles que s'ils peuvent être exploités et mis en pratique. La recherche fournit aux acteurs suisses de la coopération internationale les bases pour concevoir des stratégies de coopération efficaces.»

Source: DDC, Plan directeur de recherche 2008–2011

Pourquoi et comment la Suisse encourage la coopération scientifique avec le Sud

«Dans les pays en développement aussi, les connaissances scientifiques sont à la base du développement technique et social. L'extension des connaissances contribue dans une large mesure à l'essor économique. Si les pays en développement parviennent à fixer leurs propres priorités de recherche et à acquérir leurs propres compétences scientifiques en fonction de leurs problèmes spécifiques, ils seront moins dépendants de pays industrialisés.

Ces dernières années, la collaboration entre les agences de développement et les institutions de recherche suisses est devenue beaucoup plus ciblée et s'est intensifiée. La Suisse s'en tient, d'une part, à une tâche générale qui consiste à mettre à disposition dans le domaine du développement du savoir et du savoir-faire respectant le savoir local et le pouvoir décisionnel local. Les principaux buts de la coopération scientifique sont a) l'amélioration des capacités de recherche dans les pays en développement, p. ex. en matière de sécurité alimentaire et de santé, et b) l'obtention de résultats pertinents pour le développement. La Suisse, d'autre part, vise à accroître ses propres capacités scientifiques sur les questions de développement qui gagnent en importance avec la mondialisation.»

Source: Conseil fédéral, Milleniumsentwicklungsziele – Zwischenbericht der Schweiz 2005 (rapport intermédiaire de la Suisse 2005 sur les objectifs du millénaire pour le développement)

L'utilité d'un «réservoir commun de savoir»

«What is needed [to reach the Millennium Development Goals – MDGs] is a true partnership of developed and developing countries – a partnership that includes S&T. Cooperation among the scientific and technological communities of different countries and regions yields a large collective reservoir of knowledge and expertise. If every nation gains full access to this broader world community of science and has the opportunity to develop an independent science capability, its public can engage in a candid dialogue about the benefits and risks of new technologies.»

Source: Kofi Annan, Science Editorial, février 2004

3. Les coopérations scientifiques avec les pays du Sud et de l'Est aident à comprendre des problèmes globaux et à les résoudre

La recherche doit se mettre aussi au service de la diplomatie pour contribuer à la solution de problèmes globaux. Cette exigence entraîne de nouveaux défis pour les partenariats scientifiques avec les pays du Sud. Une place scientifique innovante et tournée vers l'avenir voit dans ces défis une chance – aussi pour des considérations de politique étrangère et scientifique.

Le paradigme «global-local» change

«Penser globalement et agir localement», telle fut longtemps la formule appliquée à la solution de problèmes globaux. Le savoir doit être généré au niveau global et l'action politique s'appliquer à l'échelon local. Il convient de se distancer de cette formule. La pensée et l'action ont à la fois une dimension globale et une dimension locale.

Il n'est pas toujours possible de résoudre les problèmes en s'attaquant aux causes

Les personnes touchées par les problèmes globaux sont rarement identiques à celles qui en sont responsables, que ce soit du point de vue temporel, social ou géographique. Ces chaînes de causalité découplées de l'espace et du temps sont indéniables dans les changements environnementaux: en général, les causes des sécheresses, crues ou ouragans ne se trouvent pas sur les lieux des ravages. La répartition de ces chaînes d'action dans le temps est une question qui interpelle les chercheurs: des décennies peuvent s'écouler jusqu'à ce que des changements climatiques manifestent leurs effets négatifs pour l'homme et l'environnement. La détection précoce de changements globaux répond donc à une nécessité.

La lutte contre la pauvreté doit avoir lieu au niveau local et global

Un lien de causalité semblable existe aussi pour les facteurs de pauvreté qui ne sont pas de nature écologique. La pauvreté n'a pas que des causes indigènes ou locales, mais est aussi l'expression de changements sociaux et des conditions cadres économiques mondiales. Il est possible et nécessaire de lutter sur place contre la pauvreté, p.ex. en construisant des puits et des écoles. Mais ceci ne suffit pas. Les causes de la pauvreté doivent être cherchées, étudiées et combattues aussi en dehors des bidonvilles et des régions marginales.

Les problèmes globaux occasionnent des coûts et ne s'arrêtent pas aux frontières de la Suisse

Si la communauté internationale a déclaré que la lutte contre la pauvreté et la protection des ressources naturelles étaient des tâches prioritaires, c'est aussi parce que la pauvreté et la perte de biens globaux occasionnent des coûts que tous les pays, également la Suisse, ont à supporter. Les phénomènes générant des coûts sont par exemple les migrations, les maladies affectant l'ensemble de la planète ou des conflits au sujet de ressources limitées. La lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement sont un moyen de réduire ces coûts dits globaux. Ces défis, auxquels nous sommes tous confrontés, et leur étude gagnent en importance avec la globalisation.

La Suisse a besoin de bons scientifiques, mais aussi de bons partenaires

Pour faire partie des nations leaders en recherche, il faut avoir les meilleurs chercheurs et de bons partenaires. Aucune place scientifique, même de premier plan, ne parviendra seule à poser les questions pertinentes à la recherche, à trouver les «bonnes» réponses et à les intégrer dans les processus politiques de décision. Il faut des partenariats scientifiques incluant toutes les régions du globe, et rechercher également de nouvelles formes de coopérations, telles que les «Product Development Partnerships» entre acteurs privés et publics, la «Medicines for Malaria Venture» ou la «Drugs for Neglected Diseases Initiative». Ces partenariats sont considérés aujourd'hui comme les mieux appropriés pour améliorer le développement de médicaments et vaccins contre des maladies négligées. Ces coopérations transnationales ont incontestablement contribué à renforcer la recherche suisse et, parallèlement, à créer des emplois.

Les capacités de recherche ne sont pas toujours là où se posent les plus gros problèmes

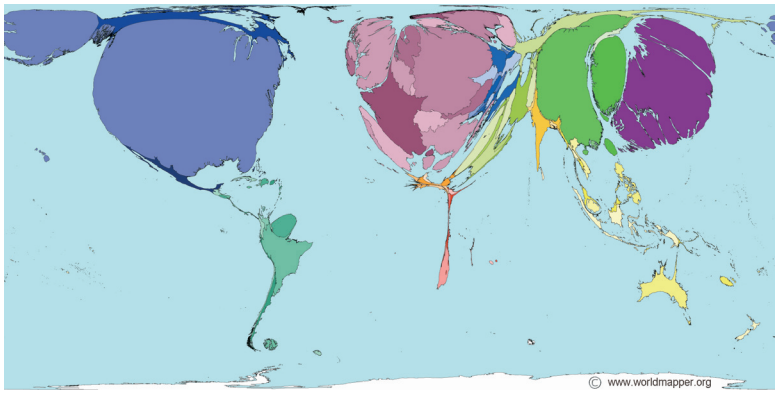
Aujourd'hui, quelque 80% des ressources mondiales consacrées à la recherche et au développement sont investis dans les pays de l'OCDE. 15% reviennent à l'Inde,

à la Chine et aux Etats industrialisés d'Asie de l'Est. Les autres pays disposent donc d'à peine 5% de ces ressources. C'est beaucoup trop peu au vu des énormes problèmes auxquels ces pays sont confrontés, d'autant plus qu'ils pourraient fournir une importante contribution à la solution de problèmes globaux.

Le haut degré d'utilité justifie les coûts

Les investissements de moyens publics dans des partenariats scientifiques avec des pays non membres de l'OCDE sont rentables et porteurs d'avenir. Ces coûts ont pour contrepartie des avantages potentiellement élevés. Des partenariats avec participation suisse en apportent la preuve. La KFPE s'est fixé pour tâche d'en informer les décideurs suisses en leur fournissant des exemples concrets.

Le «Knowledge Gap»: Carte des investissements mondiaux dans la recherche



La grandeur des territoires indique la part par habitant aux dépenses mondiales pour la recherche. *(Source: www.worldmapper.org)*

La coopération scientifique avec le Sud est en train de changer

«Dans le contexte de la mondialisation, la coopération scientifique prend une dimension nouvelle. Face à des problèmes qui touchent l'ensemble de la planète – changement climatique, sida et autres pandémies, instabilité des marchés financiers –, elle doit se tourner davantage vers les problèmes communs aux pays en développement et aux nations industrialisées. Les thèmes tels que la sécurité, la migration et la sécurité alimentaire ne peuvent plus être abordés d'un point de vue individuel et requièrent des coopérations transfrontalières.

Compte tenu de leur taille et de leur population importante, de nombreux pays du Sud et de l'Est sont à la fois les premiers touchés par les problèmes susmentionnés et, de par leur potentiel, des acteurs privilégiés pour participer à leur résolution.»

Source: DDC, Plan directeur de recherche 2008–2011

La recherche au service de solutions globales

«We will support research to inform plans, policies and budgets in our partner countries that address the risks of climate change and help governments weigh the costs and benefits of different options. We will use research to identify the right institutions, capacities and policies to create regional and international agreements on climate change and measure their progress. We will research what policy and regulatory frameworks are needed for a global deal on climate change.»

Source: Department for International Development (UK), Research Strategy 2008–2013

KFPE
Schwarztorstr. 9
3007 Bern

tél. 031 311 06 01
kfpe@scnat.ch
www.kfpe.ch